



Systemes informatiques et électroniques de péage

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2015

GEA

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2014/2015

Au cours du premier semestre la production est restée stable à 28,18 M€ contre 28,16 M€ au 31 mars 2014.

Après le fort ralentissement observé l'an dernier, l'activité domestique progresse de 17 % au premier semestre.

Le chiffre d'affaires à l'exportation enregistre en revanche pour sa part un recul de près de 10 % en dépit des efforts engagés qui n'ont pas encore porté leurs fruits.

Le niveau et le taux de marge brute restent stables en raison, notamment, d'un déstockage ponctuel lié au dénouement de plusieurs contrats.

La maîtrise des coûts de production a permis par ailleurs à l'entreprise de maintenir son résultat d'exploitation.

Le résultat financier, constitué pour l'essentiel de la rémunération de la trésorerie de l'entreprise, ressort à 0,27 M€ contre 0,39 M€ au 31 mars 2014.

Le résultat net s'établit pour sa part à 4,05 M€, contre 4,20 M€ au 31/03/2014, et vient renforcer une structure financière saine caractérisée par 64,4 M€ de fonds propres (contre 58,9 M€ au 31/03/2014), une trésorerie nette de 67,1 M€ (59,3 M€ au 31/03/2014) et une absence totale d'endettement.

Cette indépendance financière permettra à GEA de poursuivre ses efforts de prospection commerciale, ses investissements techniques et ses efforts commerciaux stratégiques, notamment à l'exportation (effort sur les prix, investissements pris en charge par l'entreprise, etc.)

Elle permettra également, le cas échéant, de faire face à des baisses éventuelles du niveau d'activité.

Faits marquants :

En France, GEA a poursuivi la fourniture d'équipements de péage pour la quasi-totalité des sociétés d'autoroutes.

Dans le cadre de ses contrats pluriannuels, de nouvelles commandes ont été enregistrées avec les Groupes ABERTIS (SANEF), EIFFAGE (AREA) et VINCI (VINCI AUTOROUTES).

La société s'est vue confier par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Havre la rénovation des systèmes de péage du Pont de Tancarville.

A l'exportation GEA a poursuivi avec succès ses réalisations en cours.

Elle a par ailleurs remporté plusieurs contrats au Mexique, au Maroc, en Tunisie et en Côte d'Ivoire.

Un contrat significatif a également été signé en Grèce pour l'équipement de l'autoroute E65 reliant les Thermopyles à la région des Météores.

Le premier semestre a enfin été marqué par l'échec des négociations pour le rachat d'une société espagnole et par la décision du Groupe SANEF de ne pas donner suite et d'annuler l'appel d'offres lancé pour la fourniture d'équipements de péage pour 5 ans dans le cadre duquel GEA avait obtenu le critère classant le plus bas et le premier rang.

Le carnet de commandes fermes, exporté à près de 53 %, s'élevait au 31 mars 2015 à 52 M€ contre 47 M€ un an auparavant, en retrait cependant par rapport au 30/09/2014 (56,8 M€).

Depuis le 31 mars la société a remporté de nouveaux contrats significatifs aux Philippines, en Côte d'Ivoire et, dernièrement, en Russie (section 5 de l'autoroute Moscou-Saint Petersburg).

Principaux risques et incertitudes :

- Arrivée de nouveaux concurrents : à notre connaissance aucun nouveau concurrent n'est intervenu dans les domaines d'activité de GEA au cours du semestre écoulé
- Baisse des prix : GEA évolue sur un marché concurrentiel ce qui peut entraîner une pression sur les prix.
- Par ailleurs la société peut être appelée à faire des efforts commerciaux stratégiques ponctuels, notamment pour pénétrer de nouveaux marchés à l'export.
- Des décalages de livraisons sont possibles dans l'activité de GEA en raison notamment des cadences de mise en service des infrastructures autoroutières et des programmes de déploiement des équipements de péage dont la société n'a pas la maîtrise.
- Contrefaçon : s'il reste marginal compte tenu des évolutions technologiques permanentes et du niveau de services associé à la vente de ce type de produits, ce risque existe néanmoins.
- Risque client : ce risque est relativement faible compte tenu de la qualité des donneurs d'ordre, en particulier en France (sociétés publiques ou privées concessionnaires d'ouvrages d'art)
- Risque de change : la couverture des risques de change est réalisée, lorsque cela est possible, sous forme de contrats à terme.
- La société utilise également ponctuellement les dispositifs de couverture de la COFACE.
- Risques juridiques : de par ses activités tant en France qu'à l'étranger, la société peut faire l'objet de divers litiges.

GEA a souscrit diverses polices d'assurance pour couvrir ses principaux risques (RC, multirisques et pertes d'exploitation, marchandises transportées, flotte automobile et aérienne).

Parties liées :

Aucune transaction entre parties liées n'a influé sur la situation financière ou les résultats de la société.

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2015)

BILAN (Chiffres exprimés en milliers d'euros)

ACTIF	31/03/2015	30/09/2014
	(6 mois)	(12 mois)
ACTIF IMMOBILISE		
- Immobilisations incorporelles	20	12
- Immobilisations corporelles	1 267	1 092
- Immobilisations financières	144	149
TOTAL	1 432	1 253
ACTIF CIRCULANT		
- Stocks et en cours	9 075	10 289
- Avances et acomptes versés sur commande d'exploitation	6	
- Clients et comptes rattachés	14 076	18 770
- Créances diverses	932	4 536
- Valeurs mobilières de placement	1 951	1 939
- Disponibilités	65 236	54 601
TOTAL	91 276	90 134
- Comptes de régularisation	572	494
TOTAL ACTIF	93 280	91 881

PASSIF	31/03/2015	30/09/2014
	(6 mois)	(12 mois)
CAPITAUX PROPRES		
- Capital	2 400	2 400
- Primes	3 167	2 927
- Réserves	54 825	49 442
- Report à nouveau	3	2
- Résultat de l'exercice	4 050	8 132
TOTAL	64 445	62 903
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 730	1 935
DETTES		
- Emprunts et dettes financières	40	5
- Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	87	1 788
- Fournisseurs et comptes rattachés	8 917	7 138
- Dettes fiscales et sociales	5 373	5 158
- Autres dettes d'exploitation et diverses	305	987
TOTAL	14 722	15 076
- Comptes de régularisation	12 383	11 968
TOTAL PASSIF	93 280	91 881

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2015)

COMPTE DE RESULTAT
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

31/03/2015

30/09/2014

	31/03/2015	31/03/2014	30/09/2014
	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Chiffre d'affaires net	30 133	28 743	55 579
+ Production stockée	-1 953	-583	-272
+ Autres produits d'exploitation	385	294	624
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	28 566	28 454	55 931
- Achats	11 586	11 046	21 948
- Variation de stocks	-711	-101	-415
- Autres achats externes	2 954	3 109	5 728
TOTAL DES CONSOMMATIONS EXTERNES	13 828	14 054	27 261
- Impôts et taxes	480	482	961
- Charges de personnel	7 442	7 264	14 364
- Dotations aux amortissements et provisions	491	651	1 098
- Autres charges d'exploitation	105	104	164
CHARGES D'EXPLOITATION	8 519	8 501	16 586
RESULTAT D'EXPLOITATION	6 219	5 900	12 083
+ Produits financiers	356	422	757
- Charges financières	79	30	39
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	6 496	6 292	12 802
+ Produits et charges exceptionnels nets	260	49	-24
- Participation des salariés	527	375	878
- Impôt sur les bénéfices	2 179	1 756	3 768
RESULTAT NET	4 050	4 209	8 132

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2015)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (Chiffres exprimés en milliers d'euros)

En milliers d'Euros	31/03/15	30/09/14
<i>OPERATIONS D'EXPLOITATION</i>		
Résultat net	4 050	8 132
Annulation des amortissements et provisions	-31	-43
Plus ou moins value sur cession d'immobilisations	-12	-8
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	4 007	8 080
Variation des créances	8 213	-2 975
Variation des stocks	1 214	-122
Variation des dettes	58	-3 814
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	9 485	-6 910
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'EXPLOITATION	13 492	1 170
<i>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</i>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-354	-307
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	14	15
Investissement net d'exploitation	-340	-292
Investissements financiers nets	1	-17
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-339	-309
<i>OPERATIONS DE FINANCEMENT</i>		
Augmentation des capitaux propres en numéraire	0	0
Dividendes payés	-2 508	-4 003
Emission d'emprunts et dettes financières	0	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières	0	0
Variation des comptes courants groupe et associés	0	0
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT	-2 508	-4 003
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE TOTALE	10 644	-3 143
Trésorerie à l'ouverture	56 536	59 679
Trésorerie à la clôture	67 180	56 536

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2015)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 30/09/14	2 400	2 927	240	49 202	2	8 132	62 903
Affectation du résultat				5 623	- 2	- 5 621	0
Distribution de dividendes					3	- 2 511	- 2 508
Situation au 31/03/15	2 400	2 927	240	54 825	3	4 050	64 445

SOCIÉTÉ GEA

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES AU 31/03/2015

Note n° 1 : Faits caractéristiques de la période

Au cours de l'exercice précédent, la société GEA et une société espagnole avaient annoncé leur intention de rapprocher leurs activités systèmes de péage. Dans ce cadre, cette société espagnole avait reçu de la part de GEA une offre ferme de rachat de son activité systèmes de péage et ITS. Cette activité regroupait environ 120 personnes et avait réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 14,3 M€.

En vue de la réalisation de cette opération qui était soumise aux conditions usuelles de due diligence en la matière, cette société espagnole avait consenti à GEA une exclusivité jusqu'au 30 novembre 2014, prorogée jusqu'au 19 décembre 2014.

Dans le communiqué de presse du 7 février 2015, les deux sociétés ont annoncé, que n'ayant pas pu parvenir à un accord, elles ont décidé de mettre fin aux négociations concernant le rapprochement de leurs activités systèmes de péage.

Note n° 2 : Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement CRC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général qui abroge le règlement CRC n°99-03 (dit « PCG99 ») ainsi que ses règlements modificatifs. Ce règlement a été homologué le 8 septembre 2014 et publié au Journal Officiel du 15 octobre 2014.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur 12 mois.

Les dépenses de recherche et développement ne sont pas immobilisées et figurent dans les charges d'exploitation.

b) Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

- matériels et outillages	3 à 10 ans
- agencements des constructions	5 à 15 ans
- matériels de transport	1 à 15 ans
- mobilier et matériels de bureau	1 à 10 ans

c) Immobilisations financières

Les valeurs brutes correspondent à la valeur d'entrée dans le patrimoine social. Elles sont éventuellement corrigées d'une provision pour dépréciation destinée à les ramener à leur valeur d'usage.

Les actions propres détenues en vue de régularisation des cours dans le cadre du contrat de liquidité ainsi que celles détenues en vue de la réduction de capital sont classées dans les immobilisations financières.

La valeur d'inventaire de ces titres est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de la période.

d) Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

e) Stocks et en-cours

Les matières premières et les approvisionnements sont valorisés au dernier prix d'achat.

La rotation rapide des stocks de produits achetés donne à cette méthode un résultat proche de la méthode FIFO (premier entré/premier sorti).

Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût de production évalué au plus bas du coût de revient ou de la valeur réalisable. Il comprend le coût des matières premières et de la main d'œuvre ainsi que les frais généraux rattachés à la production à l'exclusion des frais financiers.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont représentées par des SICAV de trésorerie ou des titres de sociétés cotées. Les parts de SICAV sont évaluées au prix d'achat suivant la méthode FIFO (premier entré/premier sorti). Les pertes latentes, calculées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur probable de négociation font l'objet d'une provision pour dépréciation le cas échéant.

La valeur d'inventaire des titres de sociétés cotées est déterminée en fonction de leurs cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de la période.

g) Opérations en devises

Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin de période. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque financier.

Les créances en devises faisant l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de couverture.

h) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué des montants facturables aux clients en fonction des dispositions contractuelles (cahier des charges).

Les produits constatés d'avance correspondent aux produits facturés selon ces dispositions contractuelles pour leur quote-part supérieure au degré de réalisation effectif des travaux.

i) Prise en compte du revenu

Du fait des spécificités techniques des contrats, la marge est prise en compte lors de l'achèvement des installations.

j) Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés sur la base des indemnités de départ en retraite prévues par la convention collective, charges sociales incluses.

La provision correspond aux indemnités actualisées qui seraient allouées au personnel à l'âge de 67 ans compte tenu du taux de rotation et de l'espérance de vie évaluée pour chaque salarié.

Les engagements ont été calculés avec la table INSEE F 2008-2010.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat :

(données en euros)

Note n° 3 : Immobilisations incorporelles

	Montant au 30/09/14	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/03/15
Valeur brute	704 314	25 425	-	729 739
Amortissements	692 188	17 398	-	709 586
Valeur nette	12 126			20 153

Ce poste est constitué des logiciels acquis par l'entreprise.

Note n° 4 : Immobilisations corporellesValeur brutes :

	Valeur brute au 30/09/14	Augmentations	Diminutions	Virement de poste à poste	Valeur brute au 31/03/15
Installations techniques, matériels et outillages	1 627 218	90 835	-	-	1 718 053
Agencements divers	1 590 403	87 554	-	-	1 677 957
Matériels de transport	1 649 590	81 750	49 049	-	1 682 291
Autres immobilisations Corporelles	904 610	68 453	-	-	973 063
<u>TOTAL</u>	5 771 821	328 592	49 049	-	6 051 364

Amortissements :

	Montant au 30/09/14	Dotations	Reprises	Montant au 31/03/15
Installations techniques matériels et outillages	1 518 896	20 638	-	1 539 534
Agencements divers	1 225 225	28 935	-	1 254 160
Matériels de transport	1 117 239	71 675	47 802	1 141 112
Autres immobilisations corporelles	818 254	31 186	-	849 440
<u>TOTAL</u>	4 679 614	152 434	47 802	4 784 246

Note n° 5 : Immobilisations financières

Ce poste se décompose ainsi :

	Valeur brute Au 30/09/14	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/03/15
Participations	0	0	0	0
Titres auto détenus (1) / (2)	112 571	257 912	258 535	111 948
Autres immobilisations financière : Dépôts et cautionnements :	36 479	2 000 800	2 000 817	36 462

(1) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus en vue de réduction de capital.

Nombre de titres au 30/09/2014	Acquisitions	Annulations	Nombre de titres au 31/03/2015
0	0	0	0

(2) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus dans le cadre du contrat de liquidité.

Nombre de titres au 30/09/2014	Acquisitions	Cessions	Nombre de titres au 31/03/2015
1 612	3 452	3 592	1 472

Leur valeur de réalisation au 31 mars 2015 est de 108 001 € pour une valeur comptable de 111 949 €. Une provision pour dépréciation des actions auto-détenues a été comptabilisée au 31 mars 2015 pour un montant de 3 948 €.

(Autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mars 2015)

Au 30 septembre 2014, cette valeur de réalisation s'élevait à 113 939 € pour une valeur comptable de 112 571 €. Aucune provision pour dépréciation des actions auto-détenues n'a été comptabilisée.

Note n° 6 : Entreprises liées

Aucune donnée ne concerne les entreprises liées.

Note n° 7 : Stock et en-cours

Ce poste a évolué comme suit :

	<u>Au 30/09/14</u>	<u>Au 31/03/15</u>
Consommables et pièces détachées	4 396 934	5 107 947
Provision pour dépréciation matières premières	- 78 399	- 50 716
Travaux en cours	5 970 227	4 017 642
Provision pour dépréciation travaux en cours	0	0
	-----	-----
	10 288 762	9 074 873

Note n° 8 : Créances**Créances clients et comptes rattachés**

Ce poste comprend les factures à établir pour un montant de 3 523 584 euros.

La ventilation de ce poste est la suivante :

Données en euros	30/09/14	31/03/15
Factures à établir France (TTC)	358 615	218 464
Factures à établir Export	3 028 494	3 305 120
Total	3 387 109	3 523 584

Le chiffre d'affaires export est facturé lorsque les travaux réalisés sont acceptés et après que le client ait donné son accord pour le paiement.

Variation des provisions sur créances clients

Provisions au 30/09/14	Dotations	Reprises	Provisions au 31/03/15
800 309	258 000	233 165	825 144

Autres créances

Elles se décomposent comme suit :	Fournisseurs	241 972
	Personnel	10 298
	État	570 245
	Autres	134 264

		956 779

Variation des provisions sur autres créances

Provisions au 30/09/14	Dotations	Reprises	Provisions au 31/03/15
24 527	-	-	24 527

État des échéances des créances

	Montant Brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Actif immobilisé	36 462			36 462
Avances et acomptes versés sur commandes	6 349	6 349		
Clients et rattachés	14 901 488	14 901 488		
Fournisseurs	241 972	241 972		
Personnel et comptes rattachés	10 298	10 298		
État et autres collectivités	570 245	570 245		
Débiteurs divers	134 264	134 264		
Charges constatées d'avance	535 807	535 807		
	16 436 885	16 400 423		36 462

Note n° 9 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de SICAV monétaires. Il n'y a pas de titre de sociétés cotées.

Le poste des disponibilités comprend des comptes à terme pour 41 500 000 € et des comptes en devises pour 172 114 €.

Note n° 10 : Capital social

Le capital social est de 2 400 000 euros.

	<u>Nombre d'actions</u>	<u>Nominal</u>
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 195 528	2,0075 euros
Actions composant le capital au 31/03/2015	1 195 528	2,0075 euros

Les actions nominatives détenues depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

Variation des capitaux propres

	30/09/14	Affectation de résultat N-1	Distribution de dividendes	Résultat du semestre	31/03/15
Capital	2 400 000				2 400 000
Primes d'émission	2 927 021				2 927 021
Réserve légale	240 000				240 000
Autres réserves	49 202 245	5 623 048			54 825 293
Report à nouveau	1 983	- 1 983	2 638 (1)		2 638
Résultat	8 131 674	-5 621 065	- 2 510 609	4 049 835	4 049 835
	62 902 923	0	- 2 507 971	4 049 835	64 444 787

(1) Dividendes non distribués sur actions propres détenues par la société

Note n° 11 : Provisions pour risques et charges

La provision pour charges s'élève à 1 730 026 € et se décompose ainsi :

	30/09/14	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/03/15
Provision pour garantie client (1)	574 126	12 895	0	0	587 021
Provision pour indemnités de départ à la retraite (2)	607 956	0	0	0	607 956
Autres provisions pour risques (3)	752 522	36 103	16 949	236 627	535 049
	1 934 604	48 998	16 949	236 627	1 730 026

(1) La provision pour garantie clients correspond à la couverture de la garantie contractuelle sur les chantiers France, Union Européenne et Export. Elle repose sur une estimation raisonnable des travaux à réaliser pour la période 2014/2015.

(2) La provision pour indemnités de départ à la retraite (charges sociales incluses) au 31 mars 2015 n'a pas fait l'objet d'une mise à jour par rapport au 30/09/14. Ainsi, elle s'élève à 607 956 €, comme au 30/09/14. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires :	2,00%
- Taux d'actualisation :	1,56%
- Taux de charges sociales	44,00%
- Taux de rotation du personnel :	
. âge compris entre 20 et 29 ans :	5,00%
. âge compris entre 30 et 39 ans :	5,00%
. âge compris entre 40 et 49 ans :	2,00%
. âge compris entre 50 et 65 ans :	0,00%

La société GEA a réalisé un versement d'un montant de 1 434 184 € auprès d'un organisme externe pour la gestion de ses indemnités de départ à la retraite le 30 septembre 2013. Au 30 septembre 2014, le versement actualisé s'est élevé à 1 414 054 €.

(3) Dont :

- Coût de main d'œuvre relatif au remplacement d'un composant défectueux (498 946 €).
- Provision pour perte de change financière (36 103 €).

Note n° 12 : État des échéances des dettes

Aucune dette n'a une échéance supérieure à un an.

Note n° 13 : Charges à payer

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 628
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 049 780
Dettes fiscales et sociales	3 844 545
Autres dettes	304 561

	7 205 514

Note n° 14 : Chiffre d'affaires

Il se décompose ainsi :

a. Répartition par zone géographique :

	<i>France</i>	<i>Export</i>	<i>TOTAL</i>
Ventes de produits fabriqués	17 765 000	10 266 901	28 301 901
Prestations de services et divers	722 792	1 378 607	2 101 399
	-----	-----	-----
	18 487 792	(1) 11 645 508	30 133 300

(1) Répartition du chiffre d'affaires export par zone géographique (donnée en K€)

CEE	EUROPE (hors CEE)	ASIE	AMERIQUE	AFRIQUE	Total
3 015 K€	641 K€	842 K€	2 217 K€	4 931 K€	11 646 K€

b. Répartition par activité (donnée en K€)

Péage et parking	Maintenance	Divers (Prest. services)	Total
28 032 K€	2 082 K€	19 K€	30 133 K€

Note n° 15 : Résultat exceptionnel

Produit de cessions des éléments d'actif	14 018
Produits exceptionnels divers	16 130
Reprises de provisions pour risques	253 576
Dotations aux provisions pour risques	-
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	- 2 063
Charges exceptionnelles diverses	- 21 899

	259 762

Rapport du Commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

GEA

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2 400 000 €

ZIRST

12 Chemin Malacher

38240 Meylan

Grant Thornton

SA d'Expertise Comptable et

De Commissariat aux Comptes

Au capital de 2 297 184 €

inscrite au tableau de l'Ordre de la région

Paris – Ile de France et membre de la

Compagnie régionale de Paris

RCS Paris B 632 013 843

Cité Internationale

44, quai Charles de Gaulle

CS 60095

69463 Lyon Cedex 06

Période du 01 octobre 2014 au 31 mars 2015

Rapport du Commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Société GEA

Période du 01 10 2014 au 31 03 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société **GEA**, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Lyon, le 11 juin 2015

Le Commissaire aux Comptes
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Thierry Chantant
Associé

GEA

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2015

Nous soussignés, attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Meylan, le 9 juin 2015

Serge Alexis Zaslavoglou
Président du Directoire

Grigori Zaslavoglou
Directeur Général